

PROJET DE RAPPORT ANNUEL AU CONSEIL GENERAL

Prière de trouver ci-joint le projet révisé de rapport annuel au Conseil général (IP/C/W/16/Rev.1), qui a été mis à jour à la lumière des discussions qui ont eu lieu à la réunion du 21 novembre 1995 du Conseil. Comme le Conseil en est convenu lors de cette réunion, les Membres sont invités à présenter leurs observations éventuelles sur ce projet de rapport pour le 30 novembre 1995 (M. Geuze, tél. 739 54 18). Le rapport sera présenté au Conseil général, compte tenu de ces observations.

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

IP/C/W/16/Rev.1

24 novembre 1995

(95-3745)

Conseil des aspects de droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce

RAPPORT ANNUEL AU CONSEIL GENERAL

Révision

I. Généralités

1. Ce rapport est présenté conformément à la décision que le Conseil général a adoptée à sa réunion du 15 novembre 1995, par laquelle il demandait aux conseils sectoriels de lui soumettre en novembre de chaque année un rapport sur les activités menées par chacun d'eux. Ce rapport porte sur la période allant de janvier à novembre 1995.

2. Le Conseil des ADPIC a tenu quatre réunions formelles, les 9 mars, 24 mai, 21 septembre et 21 novembre 1995. Les comptes rendus de ces réunions sont reproduits dans les documents IP/C/M/1-4.¹

3. Les réunions du Conseil étaient ouvertes à tous les Membres de l'OMC. Les participants non votants et les gouvernements qui sont observateurs auprès des organes de l'OMC ont aussi été invités à y participer, selon ce qui avait été convenu par le Conseil général à sa réunion du 31 janvier 1995. Conformément à la procédure intérimaire concernant le statut d'observateur des organisations intergouvernementales élaborée sous les auspices du Conseil général, le FMI, la CNUCED, l'ONU et la Banque mondiale ont été invités aux trois réunions, la FAO, l'OCDE et l'OMD aux deuxième et troisième réunions et l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV) à la troisième réunion. L'OMPI a été invitée aux trois réunions, conformément à la recommandation du Groupe de contact établi dans le cadre du Comité préparatoire, confirmée par le Conseil général.

4. A sa réunion de mai, le Conseil a adopté son règlement intérieur à l'exception de la Règle 33, qu'il a adoptée à sa réunion de septembre (documents IP/C/W/2, IP/C/M/2, paragraphes 5 et 6 et IP/C/M/3, paragraphes 2 et 3). Ce règlement intérieur a été soumis au Conseil général pour approbation (document IP/C/1).

II. Procédures de notification

a) Article 63:2

5. Le Conseil a, à chacune des réunions qu'il a tenues durant l'année en cours, examiné les procédures visant à donner effet à l'obligation de notifier la législation d'application au titre de l'article 63:2, en vue de les mettre en place pour le début de 1996, date à laquelle la plus grande partie des obligations entreront en vigueur pour certains Membres. Le Conseil a aussi examiné le calendrier

¹Document IP/C/M/4 à paraître.

d'examen des législations nationales d'application en 1996 et 1997. A sa réunion de novembre, le Conseil a adopté sur ces questions les quatre décisions ci-après:

- Procédures de notification des lois et réglementations nationales et établissement possible d'un registre commun au titre de l'article 63:2 (document IP/C/2);
- Calendrier d'examen des législations nationales d'application en 1996/1997 (document IP/C/3);
- Modèle de liste des "Autres lois et réglementations" à notifier au titre de l'article 63:2 (document IP/C/4); et
- Liste récapitulative des questions relatives aux moyens de faire respecter les droits (document IP/C/5).

6. Fin novembre, le Conseil avait reçu 13 notifications au titre de l'article 63:2, dont neuf concernaient l'article 70:8 de l'Accord sur les ADPIC, dont il est question ci-dessous. Ces notifications sont distribuées dans la série de documents IP/N/1.

b) Articles 1:3 et 3:1

7. Les articles 1:3 et 3:1 de l'Accord sur les ADPIC, relatifs à la définition des personnes admises à bénéficier du traitement prévu dans l'Accord et du traitement national, autorisaient certaines exceptions aux règles normales en la matière, sous réserve de la présentation d'une notification au Conseil des ADPIC. A sa réunion de mai, le Conseil a appelé l'attention des Membres sur le fait qu'il était souhaitable qu'ils étudient s'ils désiraient présenter des notifications au titre des dispositions des articles 1:3 et 3:1 pour le 1er juillet 1995, tout en reconnaissant que les Membres garderaient la possibilité de présenter des notifications ultérieurement s'ils le désiraient (document IP/C/M/2, paragraphes 11 et 12). Fin novembre, le Conseil avait reçu 21 notifications relatives à ces articles. Ces notifications sont distribuées dans la série de documents IP/N/2.

c) Article 69

8. L'article 69 de l'Accord sur les ADPIC demande aux Membres d'établir et de notifier des points de contact afin de coopérer en vue d'éliminer le commerce international des marchandises portant atteinte à des droits de propriété intellectuelle. A sa réunion de septembre, le Conseil a arrêté les procédures de notification des points de contact au titre dudit article et est convenu que les notifications devraient être effectuées pour le 1er janvier 1996 et que toutes modifications ultérieures aux renseignements fournis devraient être notifiées rapidement. Le Secrétariat réunira les renseignements recueillis dans un document unique qui sera distribué aux Membres. Ce document sera mis à jour à l'aide d'addenda et de corrigenda et de révisions périodiques (document IP/C/M/3, paragraphes 27 et 28).

d) Article 4 d)

9. L'article 4 d) de l'Accord sur les ADPIC prévoit qu'un Membre qui chercherait à justifier une exception au traitement NPF en invoquant des accords internationaux se rapportant à la protection de la propriété intellectuelle dont l'entrée en vigueur aurait précédé celle de l'Accord sur l'OMC doit notifier cet accord au Conseil des ADPIC. Le Conseil a examiné, lors des réunions qu'il a tenues durant l'année en cours, quelles mesures il devait prendre, le cas échéant, pour donner effet à cette disposition. A la réunion du Conseil de novembre, le Président a appelé l'attention des Membres sur la nécessité de présenter des notifications au titre de l'article 4 d) pour le 1er janvier 1996 s'ils

souhaitaient être couverts juridiquement à compter de cette date pour toutes exceptions au traitement NPF qu'ils chercheraient à justifier en se référant aux dispositions de l'article 4 d).

III. Mise en oeuvre de certaines dispositions de l'Accord sur les ADPIC

a) Article 70:8

10. Comme il avait été convenu dans le cadre du Comité préparatoire (document PC/IPL/7, paragraphe 9), le Conseil, à sa réunion de mars, a invité instamment les Membres auxquels l'article 70:8 s'applique à présenter une notification concernant la législation pertinente avant la réunion suivante du Conseil des ADPIC. Le Conseil a examiné la mise en oeuvre de l'article 70:8 lors de ses dernières réunions. Fin novembre, il avait reçu neuf notifications relatives à l'article 70:8 (série de documents IP/N/1).

b) Article 65:5

11. L'article 65:5 de l'Accord sur les ADPIC prévoit qu'un Membre qui se prévaut des dispositions des paragraphes 1, 2, 3 ou 4 de cet article pour bénéficier d'une période de transition fera en sorte que les modifications apportées à ses lois, réglementations et pratiques pendant cette période n'aient pas pour effet de rendre celles-ci moins compatibles avec les dispositions de l'Accord. Le Conseil s'est demandé comment il devait s'acquitter de sa fonction de surveillance, au sens de l'article 68, concernant l'obligation de statu quo découlant de l'article 65:5 et, en particulier, quelles informations pourraient être demandées aux Membres pour faciliter cette surveillance. Ces discussions n'ont pas permis de dégager un consensus. Le Conseil a décidé, à sa réunion de novembre, de laisser la question en l'état, tout en notant qu'il gardait la possibilité d'y revenir à tout moment s'il le désirait.

IV. Coopération technique

12. A sa réunion de mai, le Conseil a, en premier lieu, invité chaque pays développé Membre à fournir une description de ses programmes de coopération technique et financière dans le domaine de la propriété intellectuelle qui présentaient un intérêt pour la mise en oeuvre de l'Accord. Deuxièmement, il a demandé à chaque organisation intergouvernementale qui avait le statut d'observateur au Conseil, ainsi qu'à l'UPOV, d'agir de même. Troisièmement, il a prié le Secrétariat de l'OMC de donner des renseignements sur ses activités de coopération technique et de faire des suggestions sur ce que pourrait être à l'avenir la politique dans ce domaine (document IP/C/M/2, paragraphes 53 et 54). En réponse à ces demandes, des renseignements ont été fournis par 12 pays développés Membres (documents IP/C/W/12 et Addenda 1 à 6), par sept organisations intergouvernementales (documents IP/C/W/10 et Addenda 1 à 6) et par le Secrétariat de l'OMC (document IP/C/W/11). A sa réunion de septembre, le Conseil a engagé un examen approfondi de la question de la coopération technique, notamment à la lumière de l'article 67 de l'Accord, qui prévoit qu'afin de faciliter la mise en oeuvre de l'Accord, les pays développés Membres offriront, sur demande et selon des modalités et à des conditions mutuellement convenues, une coopération technique et financière aux pays en développement Membres et aux pays les moins avancés Membres. A sa réunion de novembre, le Conseil est convenu que le Président, avec l'aide du Secrétariat, élaborerait pour sa première réunion de 1996 une brève note informelle de synthèse afin de préciser et structurer les questions et de définir les différentes options qui pourraient être retenues pour la poursuite de ses travaux dans ce domaine.

V. Arrangements concernant la coopération avec l'OMPI

13. L'article 68 de l'Accord sur les ADPIC prévoit que le Conseil, en consultation avec l'OMPI, cherchera à établir, dans l'année qui suivra sa première réunion, des dispositions appropriées en vue d'une coopération avec les organes de cette organisation. A sa réunion de mai, le Conseil a autorisé

son Président, avec l'aide du Secrétariat, à prendre officieusement contact avec l'OMPI pour l'informer de l'évolution des débats au Conseil, en particulier au sujet des types de coopération qui pourraient être suggérés (document IP/C/M/2, paragraphes 59 et 63). Le Président du Conseil, accompagné par un représentant du Secrétariat, a rencontré le Directeur général de l'OMPI le 22 juin.

14. Comme le Conseil l'a décidé à sa réunion de septembre, son Président a envoyé une lettre, datée du 22 septembre, au Directeur général de l'OMPI. Il a tout d'abord souligné une fois encore dans cette lettre l'importance attachée par le Conseil à l'établissement d'une coopération et d'un soutien mutuel entre l'OMC et l'OMPI. Deuxièmement, l'OMPI a été informée que les éléments contenus dans le document IP/C/W/6 relatifs à la coopération avec l'OMPI (concernant la notification des lois et réglementations) constituaient une proposition que le Conseil lui adressait en vue d'une coopération dans ce domaine, sans préjudice de la nécessité éventuelle d'en préciser la formulation ou des points de détail. Troisièmement, les idées exposées aux paragraphes 18 à 21 du document PC/IPL/7/Add.2 (relatifs aux procédures de notification des emblèmes nationaux) constituaient une proposition du Conseil, sans préjudice là aussi de la nécessité éventuelle d'en préciser la formulation ou des points de détail. Quatrièmement, la communication mettait l'accent sur l'intérêt porté par le Conseil aux activités de coopération pour le développement menées par l'OMPI afin d'aider les pays en développement à remplir leurs obligations dans le cadre de l'Accord et exprimait l'espoir du Conseil que l'OMPI serait en mesure d'intensifier ces activités à l'avenir. Elle exprimait aussi le souhait du Conseil que le Bureau international de l'OMPI et le Secrétariat de l'OMC collaborent encore plus étroitement dans leurs activités de coopération technique en rapport avec l'Accord afin de maximiser l'efficacité de ces activités et d'en assurer la complémentarité. Le Président du Conseil ajoutait aussi qu'avec l'aide du Secrétariat, il était disposé à rencontrer les représentants choisis par l'OMPI en vue d'élaborer le texte d'un accord entre les deux organisations, dans l'espoir qu'un texte en ce sens pourrait être présenté au Conseil et à l'organe approprié de l'OMPI afin de pouvoir entrer en vigueur si possible avant la fin de l'année (document IP/C/M/3, paragraphes 57 à 59).

15. Le Président du Conseil, avec l'aide du Secrétariat de l'OMC, a tenu des consultations intensives avec le Président du Comité de coordination de l'OMPI, assisté du Bureau international de l'OMPI, pendant les derniers jours d'octobre et les trois premières semaines de novembre. A l'issue de ces consultations, un projet d'accord entre les deux organisations a été élaboré (document IP/C/W/17) et présenté au Conseil à sa réunion de novembre. Présentant le projet d'accord, le Président du Conseil a fait observer que chaque organisation aurait à prendre certaines décisions de façon autonome pour y donner suite. Premièrement, le Bureau international de l'OMPI l'avait informé qu'il proposerait aux Assemblées des Unions de Paris et de Berne de décider qu'il serait possible de s'acquitter des obligations, énoncées dans les Conventions de Paris et de Berne, de communiquer les lois nationales au Bureau international en communiquant ces lois par l'intermédiaire du Secrétariat de l'OMC. Deuxièmement, pour accompagner l'article 3 du projet d'accord, concernant la mise en oeuvre de l'article 6*ter* de la Convention de Paris aux fins de l'Accord sur les ADPIC, le Président a présenté un projet de décision du Conseil, selon laquelle la communication des emblèmes et des objections concernant ces emblèmes entre Membres de l'OMC par l'intermédiaire du Bureau international serait considérée comme une communication aux fins de l'Accord sur les ADPIC (document IP/C/W/18). Troisièmement, à propos du paragraphe 3 de l'article 3 du projet d'accord, portant sur la fourniture d'informations au Secrétariat de l'OMC au sujet de la communication des emblèmes, le Bureau international l'avait informé qu'il proposerait à l'Assemblée de l'Union de Paris de renoncer à l'usage actuel consistant à donner un caractère confidentiel à toute objection concernant un emblème.

16. Le Conseil a examiné le projet d'accord à sa réunion de novembre pour la première fois. Il reviendra sur cette question, ainsi que sur le projet de décision relative à l'article 6*ter*, à sa prochaine réunion, qui devrait avoir lieu le 11 décembre.

VI. Autres questions

a) Aide du Conseil dans le contexte du règlement des différends

17. A sa réunion de mai, le Conseil a décidé de signaler aux Membres qu'il était souhaitable de veiller à ce que, parmi les personnes qu'ils désignaient pour faire partie des groupes spéciaux et dont le nom était porté dans le répertoire central, il y en ait qui aient une expérience des questions de propriété intellectuelle vues sous l'angle du commerce (document IP/C/M/2, paragraphes 55 et 56).

b) Projet de législation type de l'Organisation mondiale des douanes

18. A sa réunion de mai, le Conseil a étudié le projet de législation type que l'OMD élaborait en vue d'aider les pays à donner effet à leurs obligations concernant le respect des droits à la frontière au titre de l'Accord (document IP/C/W/1). Le Conseil a tout d'abord remercié l'OMD de son intérêt et des travaux qu'elle effectuait en ce qui concerne le respect des droits de propriété intellectuelle à la frontière, ainsi que des efforts qu'elle faisait pour tenir compte des dispositions de l'Accord; il a deuxièmement dit l'importance qu'il attachait à une relation fondée sur un soutien mutuel entre l'OMC et l'OMD; il a troisièmement pris note du projet de législation type élaboré par l'OMD. Il a aussi fait observer qu'il n'appartenait pas au Conseil des ADPIC de l'OMC d'approuver ou de désapprouver un tel texte, qui ne constituait pas une interprétation officielle de l'Accord, interprétation que seule l'OMC était habilitée à donner (document IP/C/M/2, paragraphes 66 et 67).